

**ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE D'AIDE A DOMICILE
(A.C.A.D.)**

Siège Social : 109 Rue de Breteuil

13006 Marseille

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

COMITE D’ACTION SOCIALE ISRAELITE DE MARSEILLE (CASIM)

Siège Social : 109 Rue de Breteuil
13006 Marseille

Mesdames, Messieurs,

Nous vous présentons notre rapport sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2023 selon le sommaire suivant.

1 – Opinion sur les comptes annuels	3
2 – Fondement de l’opinion	3
2.1 – Référentiel d’audit	3
2.2 – Indépendance	3
3 – Justification des appréciations	3
4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres du conseil d’administration.....	4
5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels.....	4
6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels	5

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Communautaire d'Aide à Domicile (A.C.A.D.) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous indiquons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les créances, la trésorerie, les immobilisations, les subventions d'exploitation et d'investissement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres du conseil d'administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le bureau et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille, le 10 juin 2024

AUDITUM
Commissaire aux Comptes
Compagnie Régionale d'Aix-en-Provence – Bastia

Guillaume Aboulker



AUDITUM
Commissariat aux comptes
523, rue Paradis - Bat D
13008 Marseille . France
SAS au capital de 5000 €
Siret 790 950 950 00028

ASSOCIATION ACAD

109 Rue Breteuil

13006 MARSEILLE

COMPTES ANNUELS du 01/01/2023 au 31/12/2023

- *Bilan actif-passif*
- *Compte de résultat*
- *Détail bilan*
- *Détail Compte de résultat*
- *Annexe*

AUDITUM

Commissariat aux comptes
523, rue Paradis - Bat D
13008 Marseille . France
SAS au capital de 5000 €
Siret 790 950 950 00028

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	7 831	7 831				
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	177 937	108 585	69 352	30 384	38 968	128.25
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	63 903		63 903	63 903		
Comptes de Régularisation	Autres immobilisations financières						
	Total I	249 671	116 415	133 256	94 287	38 968	41.33
	Comptes de liaison Total II						
	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
Comptes de Régularisation	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	1 166 505	35 353	1 131 151	831 118	300 033	36.10
	Autres créances	573 015		573 015	607 390	34 376	5.66
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	252 145		252 145	236 262	15 883	6.72
	Charges constatées d'avance (3)	13 881		13 881	5 624	8 257	146.82
	Total III	2 005 546	35 353	1 970 193	1 680 395	289 798	17.25
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
Comptes de Régularisation	Ecarts de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 255 217	151 769	2 103 448	1 774 682	328 766	18.53

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	12	Exercice N-1 31/12/2022	12	Ecart N / N-1	
		Euros				%	
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres						
	Fonds associatifs sans droit de reprise						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
	Report à nouveau						
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	152 877		227 078		74 201	32.68
	Autres fonds associatifs						
	Fonds associatifs avec droit de reprise :						
	Apports						
	Legs et donations						
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	641 626		414 548		227 078	54.78
	Ecarts de réévaluation						
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables						
	Provisions réglementées						
	Droit des propriétaires						
	Total I	794 502		641 626		152 877	23.83
	Comptes de liaison						
	Total II						
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	38 878		33 484		5 394	16.11
	Fonds dédiés sur autres ressources						
	Total III	38 878		33 484		5 394	16.11
DETTES (1)	Emprunts obligataires						
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	117 847		157 677		39 831	25.26
	Emprunts et dettes financières divers	458 110		313 022		145 088	46.35
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 710		16 525		15 185	91.89
	Dettes fiscales et sociales	597 644		533 124		64 520	12.10
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	64 757		79 224		14 468	18.26
	Instruments de trésorerie						
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance						
	Total IV	1 270 068		1 099 572		170 495	15.51
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 103 448		1 774 682		328 766	18.53

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

1 270 068

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de Biens et Services	3 282 087	3 064 046	218 040	7.12
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	51 000	48 061	2 939	6.12
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	20 618	22 019	1 401	6.36
Collectes				
Cotisations				
Autres produits	766 230	599 695	166 535	27.77
Total I	4 119 934	3 733 821	386 114	10.34
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	208 447	181 505	26 942	14.84
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	719 195	501 677	217 519	43.36
Impôts, taxes et versements assimilés	207 034	156 413	50 621	32.36
Salaires et traitements	2 382 321	2 124 552	257 769	12.13
Charges sociales	568 543	517 494	51 049	9.86
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	16 253	8 500	7 753	91.21
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions	35 353		35 353	
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Subventions accordées par l'association				
Autres charges (2)	10 613	2	10 610	NS
Total II	4 147 759	3 490 143	657 616	18.84
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	27 825	243 677	271 502	111.42
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés	2 113	1 058	1 054	99.61
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	2 113	1 058	1 054	99.61
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	1 018	1 308	290	22.15
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	1 018	1 308	290	22.15
2. Résultat financier (V-VI)	1 095	249	1 344	539.35
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	26 730	243 428	270 158	110.98
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	122 526	9 398	113 128	NS
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total VII	122 526	9 398	113 128	NS
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	62 475	34 358	96 833	281.83
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
Total VIII	62 475	34 358	96 833	281.83
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	185 001	24 960	209 961	841.19
Impôts sur les bénéfices (IX)				
Total des produits (I+III+V+VII)	4 244 573	3 744 277	500 296	13.36
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	4 086 302	3 525 809	560 493	15.90
Solde intermédiaire	158 271	218 468	60 197	27.55
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	2 106	11 909	9 804	82.32
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	7 500	3 300	4 200	127.27
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	152 877	227 078	74 201	32.68

ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	X
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	X
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	X
Permanence ou changement de méthodes	X
Informations générales complémentaires	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	X
Etat des amortissements	X
Tableau de variation des fonds propres	X
Tableau de variation des fonds dédiés	X
Etat des provisions	X
Etat des échéances des créances et des dettes	X
Variation des fonds propres	X
Evaluation des immobilisations corporelles	X
Evaluation des amortissements	X
Evaluation des créances et des dettes	X
Dépréciation des créances	X
Evaluation des valeurs mobilières de placement	X
Produits à recevoir	X
Détail des produits à recevoir	X
Charges à payer	X
Charges et produits constatés d'avance	X
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Engagement en matière de pensions et retraites	X
- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Produits et charges exceptionnels	X

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 2 103 448.43 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 4 122 430.75 Euros et dégageant un excédent de 152 876.60 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La réforme sur les services à domicile sur 2023

La transition vers une nouvelle organisation qui se déroulera comme suit :

Les SAAD seront réputés autorisés comme services autonomie pour la durée de leur autorisation restant à courir. Ils n'auront pas à déposer de nouvelle demande d'autorisation. Ils disposeront d'un délai de deux ans à compter de la publication du décret d'application pour se mettre en conformité avec le cahier des charges. Les services autonomie ne dispensant que des prestations d'aide et d'accompagnement qui voudront dispenser du soin devront présenter une demande d'autorisation conjointe auprès de l'ARS et du conseil départemental à compter de la publication du cahier des charges. Cette extension d'activité pourra se faire par fusion avec un ou plusieurs SSIAD ou SPASAD ou suite à la création de places pour l'activité de soin.

Les SSIAD auront un délai de deux ans à compter de la publication du décret pour s'adjoindre une activité d'aide ou fusionner avec un SAAD et demander une autorisation comme services autonomie auprès de l'ARS et du conseil départemental.

CNR sur la qualité de vie au travail pour notre ssiad et appel d'offre remporté sur la QVT

Cette année, l'ARS a débloqué des fonds afin que nos services puissent s'engager dans une démarche d'amélioration des conditions de vie de nos salariés à travers des actions d'amélioration : analyse de pratique, matériels, nomination d'un référent RPS.

Des financements renouvelés avec la réforme de tarification 2023

Pour leurs activités de soins, les services reçoivent chaque année une dotation globale de financement versée par l'ARS. La réforme de la tarification des SSIAD est en cours. Son application est effective depuis le 1er janvier 2023 (selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat). Elle permettra de mieux prendre en compte les caractéristiques des personnes que le service accompagne. Ainsi, le mode d'allocation de ressources des services dispensant des prestations de soins devrait sensiblement

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

évoluer en passant d'une dotation forfaitaire par place non modulée à une tarification tenant compte du besoin en soins et du niveau de perte d'autonomie des personnes accompagnées. Ce nouveau mode de tarification permettra de mieux financer les accompagnements des personnes dont l'état de santé et le niveau de dépendance nécessitent des passages au domicile plus fréquents et des soins plus importants.

Déménagement de nos locaux au 7 rue d'Italie dans le 6^{ème} arrondissement

Au 1^{er} janvier 2023, nous avons déménagé nos locaux du « 64 avenue d'Haifa 13008 » pour le « 7 rue d'Italie 13006 Marseille ». Sa localisation plus centrale, nous a permis de nous rapprocher du siège de l'ACAD et des services de proximité .

Nous gardons un bureau à l'infirmerie de la maison de retraite des Oliviers pour le suivi administratif et les réunions.

Le siège social de l'ACAD reste quant à lui toujours situé au 109 rue Breteuil à Marseille 6^{ème}.

Le chantier numérique « ma santé » un virage numérique

Dans le cadre de la grappe 1 du chantier numérique financé par l'ARS, nous avons entrepris les démarches nécessaires pour être en conformité avec le dossier médical partagé. Toujours dans l'optique d'une sécurisation et d'une optimisation du parcours de soin des usagers, le SSIAD ACAD fait parti des pionniers dans la mise en place du DMP, de l'identité numérique et l'utilisation d'une messagerie sécurisée en partenariat avec l'ARS.

Ce projet d'envergure demande un engagement important du personnel soignant et administratif pour son installation.

Cette évolution tant sociale que légale nous pousse à repenser nos pratiques et nous permet de développer de nouveaux indicateurs garants de la qualité de la prise en charge.

La télégestion

Mise en place de la télégestion sur l'ensemble des services du SAAD

Conséquences de l'événement Covid-19 : IMPACT SIGNIFICATIF

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Conditions particulières d'activité pendant la période

Trois ans après le premier confinement, nous faisons le bilan qui a été marquée par des changements d'ordre structurelles avec des départs à la retraite d'anciennes salariés en administratifs, de nouvelles embauches, un déménagement mais également de nombreuses évolutions juridiques et réglementaires à l'horizon qui vont avoir un impact sur le secteur de l'aide à domicile.

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

Les incertitudes

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice et ANC 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

L'effectif moyen sur l'exercice 2023 est de 80,99 personnes ETP.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**Etat des immobilisations**

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 831		4 187
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			33 072
Installations générales agencements aménagements divers	12 335		5 602
Matériel de transport	59 541		115 994
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	50 840		36 686
TOTAL	122 716		191 354
Prêts, autres immobilisations financières	63 903		
TOTAL	63 903		
TOTAL GENERAL	194 450		195 542

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles		4 187	7 831	7 831
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		33 072		
Installations générales agencements aménagements divers		5 602	12 335	12 335
Matériel de transport		82 232	93 303	93 303
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		15 227	72 299	72 299
TOTAL		136 133	177 937	177 937
Prêts, autres immobilisations financières			63 903	63 903
TOTAL			63 903	63 903
TOTAL GENERAL		140 321	249 671	249 671

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		7 831			7 831
Installations générales agencements aménagements divers		8 954	1 329	0	10 283
Matériel de transport		52 530	6 622	0	59 152
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		30 847	8 302	0	39 149
TOTAL		92 332	16 253	0	108 585
TOTAL GENERAL		100 163	16 253	0	116 415
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal.générales agenc.aménag.divers	1 329				
Matériel de transport	6 622				
Matériel de bureau informatique mobilier	8 302				
TOTAL	16 253				
TOTAL GENERAL	16 253				

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	414 548	227 078			641 626
Excédent ou déficit de l'exercice	227 078	227 078	153 268		152 877
Situation nette	641 626	153 268			794 502
TOTAL I	641 626		153 268		794 502

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation AUTOTEST SOUTIEN A L'INVESTISSEME CNR TEST COVID SOUTIEN EHPAD ARS QVT SSIAD 2023	33 485	33 485	2 106	125	7 500	38 879	38 879
	602	602				602	602
	27 653	27 653	1 981			25 672	25 672
	881	881				881	881
	1 049	1 049	125	125		924	924
	3 300	3 300			7 500	3 300	3 300
TOTAL	33 485	33 485	2 106	125	7 500	38 879	38 879

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients		35 353			35 353
TOTAL		35 353			35 353
TOTAL GENERAL		35 353			35 353
Dont dotations et reprises d'exploitation		42 853			

Provision à 100% sur les créances clients supérieures à 1 ans et pour les autres à 20%.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	63 903	63 903	
Clients douteux ou litigieux	35 353	35 353	
Autres créances clients	1 131 151	1 131 151	
Personnel et comptes rattachés	17 444	17 444	
Divers état et autres collectivités publiques	10 000	10 000	
Groupe et associés	454 916	454 916	
Débiteurs divers	90 654	90 654	
Charges constatées d'avance	13 881	13 881	
TOTAL	1 817 304	1 817 304	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	117 847	40 323	77 524	
Fournisseurs et comptes rattachés	31 710	31 710		
Personnel et comptes rattachés	318 552	318 552		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	181 373	181 373		
Autres impôts taxes et assimilés	97 719	97 719		
Groupe et associés	458 110	458 110		
Autres dettes	64 757	64 757		
TOTAL	1 270 068	1 192 544	77 524	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	39 831			

Suite à la signature d'une convention de compensation de dettes et créances entre le CASIM et l'ACAD, l'ACAD se retrouve avec une créances sur le CASIM s'élevant à 454 916 €

Variation des fonds propres

La variation des fonds propres est la résultante de l'affectation du résultat de l'exercice précédent.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	71 481
Total	71 481

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

AUDITUM
Commissariat aux comptes
523, rue Paradis - Bat D
13008 Marseille . France
SAS au capital de 5000 €
Siret 790 950 950 00028

Détail des produits à recevoir

	Montant
PARA MANDATAIRES	5 506
FMS PSY 2023 SOLDE	10 000
AVEN43 2023	55 975
Total	71 481

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 280
Dettes fiscales et sociales	300 834
Autres dettes	10 075
Total	316 189

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés correspondent aux factures non parvenues

Les dettes fiscales se répartissent à hauteur de 281 896 € au titre des provisions pour congés à payer et à hauteur de 18 938 € pour la dette mandataires.

Les autres dettes sont composées des chèques KADEOS 2018 et LA POSTE 2023.

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	13 881
Total	13 881

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- SOLDE 2022 AVENANT 43	119 661	772
- REGLEMENT DETTE KUMIN 2016	2 731	772
- REGULARISATION AGGAL	130	772
- AUTRES	5	
Total	122 527	
Charges exceptionnelles		
- PREJUDICE CREMIEUX/MATMUT	1 934	671
- CYBERMANIA	1 149	672
- UNIFORMATION 2016	31 363	672
- UNIFORMATION 2017	32 097	672
- REGULARISATIONS CLIENTS	200	672
Total	62 475	

Le 30/04/2024
Marie-Hélène LONDNER